Le régime algérien exige que Boualem Sansal choisisse un avocat « non juif »

19/02/2025 à 22h10



Selon *Marianne*, des émissaires du gouvernement algérien ont rendu visite à Boualem Sansal, détenu politique hospitalisé, pour lui demander de remplacer son avocat français, Me François Zimeray, par un « non juif ». Ils auraient justifié cette demande en affirmant qu'un avocat non juif aurait plus de chances d'obtenir un visa pour le visiter et en insinuant que ce changement assurerait sa sécurité face aux campagnes de haine. Boualem Sansal, en colère, aurait récusé tous ses avocats algériens. Arrêté en novembre 2024 et privé de contact avec son avocat français, le romancier de 80 ans voit son cas s'aggraver alors que le gouvernement d'Abdelmadjid Tebboune durcit le ton.